

Initiatives ministérielles

Mais il y a une chose qu'on ne dit jamais, c'est la raison pour laquelle il y a un mythe.

J'ai quelque chose à demander à mon collègue. Aujourd'hui je suis allé voir le ministre et je lui ai posé quelques questions personnelles au nom de mes électeurs. Je lui ai demandé pourquoi il ne démissionnait pas si les conditions de son emploi étaient si intenables. Il ne l'a pas fait et j'espère qu'il ne démissionnera jamais parce que nous l'aimons tous dans ma région. Je n'ai jamais reçu autant d'appels au sujet d'un ministre, et le NDP me demande s'il va démissionner. Il ne le fera pas parce que les gens l'adorent dans ma région et disent qu'il faut forcer les fonctionnaires à reprendre le travail.

Je voudrais poser cette question à mon collègue pour qui j'ai beaucoup de respect: Peut-il nous expliquer pourquoi ce travail est si mauvais? Si nous traitons si mal ces gens pourquoi 234 000 Canadiens, dont 50 000 sont qualifiés, veulent-ils un travail? Ils attendent d'obtenir un emploi.

Excusez-moi, je ne devrais pas l'appeler un emploi. À ce salaire, je devrais parler d'un poste.

Les gens adorent cet endroit. Ils adorent travailler ici. Peut-il m'expliquer pourquoi, s'il est si mauvais, ces gens. . .

Une voix: Oh, oh!

M. Della Noce: Pourquoi n'écoutez-vous pas une fois de temps en temps? Vous pourriez apprendre quelque chose. Vous ne le savez pas.

Pourquoi les gens voudraient-ils avoir un tel emploi, un tel poste, s'il était si mauvais?

• (1640)

M. Tobin: Monsieur le Président, je me réjouis que le député ait posé une question. Je viens de passer vingt minutes à parler de ce poison insidieux—mes paroles sont manifestement tombées dans l'oreille d'un sourd—ce poison insidieux et mortel que le gouvernement instille dans le cœur du pays, l'envie. C'est ce qu'il fait en l'occurrence. La popularité du gouvernement est tombée à 15 p. 100 dans les sondages. Cela veut dire que moins de deux personnes sur dix en pensent du bien. Puisque vous ne pouvez vous faire admirer pour vos qualités, vous faites appel à l'orgueil et au préjugé. Vous attisez l'envie dans la population.

J'ai passé quinze ou vingt minutes à parler de ce poison qu'est l'envie. «Si je ne peux pas vous amener à m'aimer et à me respecter, je pourrais vous amener à vous joindre à moi pour nous en prendre ensemble à quelqu'un d'autre», semble dire le gouvernement. Et que dit le député?

Quelle est sa question? Il fait allusion aux 234 000 travailleurs qui ont perdu leur emploi en Ontario depuis seize mois à cause des politiques de son gouvernement, et demande «Ne souhaiteraient-ils pas avoir ces emplois?»

La réponse à la question va de soi. Bien sûr qu'ils souhaiteraient avoir un emploi. Absolument. Si le député se souciait vraiment de leur procurer un emploi, lui et son parti renonceraient à leur désastreuse politique de libre-échange avec les États-Unis et maintenant avec le Mexique. Voilà ce qui a provoqué la perte de 234 000 emplois en Ontario depuis un an.

Un million et demi de Canadiens sont en chômage aujourd'hui à cause du gouvernement actuel, un million et demi de chômeurs officiels et probablement 500 000 ou 600 000 ou 700 000 autres qui ont renoncé à chercher un emploi parce qu'ils savent qu'il y a déjà tous ces pauvres et malheureux chômeurs, ces personnes déplacées, sur le marché de l'emploi. Le gouvernement connaît la situation. C'est lui qui l'a provoquée et qui a acculé les chômeurs au désespoir. Or, il n'annonce pas de politique de création d'emplois; il n'annonce pas de politique industrielle; il ne crée pas de signes d'espoir pour l'économie. Non. Que fait-il? Dit-il au chômeur qu'il va lui redonner du travail et qu'il a un plan à cette fin? Non. Que fait-il? Il transforme les fonctionnaires en boucs émissaires.

C'est non seulement évident au point d'en être puériel, mais, pire encore, cela témoigne d'une lâcheté. C'est le propre d'un lâche, et j'ai honte d'en être témoin.

M. Jim Karpoff (Surrey-Nord): Monsieur le Président, j'entends le gouvernement dire qu'il n'a pas les moyens. Je voudrais que le député nous explique pourquoi le gouvernement impose des taux d'intérêt élevés et qu'il nous dise ce qui serait arrivé si le gouvernement avait réduit les taux d'intérêt de 1 p. 100. Combien aurions-nous épargné sur la dette nationale?

D'après mes calculs, avec une dette de 400 milliards de dollars, si les taux d'intérêt baissaient de 1 p. 100, nous réaliserions une économie de 4 milliards. Est-ce que ce ne serait pas assez pour accorder une augmentation de salaire raisonnable aux fonctionnaires et pour aider les chômeurs de Terre-Neuve avec le reste?

M. Tobin: Monsieur le Président, je suis d'accord avec le député. Ce que veulent les Canadiens en chômage, ce n'est pas que leurs voisins viennent les rejoindre dans leur misère. Ce qu'ils veulent, ce n'est pas qu'on leur dise que d'autres ont été licenciés par le gouvernement ou que d'autres sont en chômage. Ce que veulent les chômeurs, c'est que, s'il ne peut enrayer le chômage, le